



HAL
open science

Causes profondes, processus, mécanismes et enjeux de la crise environnementale.

Jamel Khermimoun

► **To cite this version:**

Jamel Khermimoun. Causes profondes, processus, mécanismes et enjeux de la crise environnementale..
L'environnement et l'islam, Albouraq, 2018, L'islam au présent. hal-02495616

HAL Id: hal-02495616

<https://hal.science/hal-02495616>

Submitted on 9 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ENVIRONNEMENT ET L'ISLAM

Jamel Khermimoun



ALBOURAQ

Chapitre II

CAUSES PROFONDES, PROCESSUS, MÉCANISMES ET ENJEUX DE LA CRISE ENVIRONNEMENTALE

Des rouages et des enjeux économiques, politiques et environnementaux complexes et interdépendants

Aujourd'hui, les lois qui gouvernent l'économie et le marché mondial empêchent les pays les plus pauvres de s'engager dans un véritable processus de développement et d'autonomie, notamment sur le plan alimentaire et de la santé. Ils sont dépendants d'un système, d'enjeux économiques, géostratégiques, et d'aides financières provenant de l'extérieur, notamment du FMI. Dans nombre de pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, la question environnementale reste secondaire, le développement économique, l'accès au soin ou l'éducation étant des priorités. L'apport de réponses durables à la question environnementale implique de porter un regard critique sur le système économique néolibéral et la philosophie qui le sous-tend.

L'avoir comme perspective centrale

Selon la psychosociologue Danielle Rapport : « *On ne peut être heureux que si la sobriété est choisie, et non subie comme dans le cas des catégories de population dont le budget est contraint* ». Elle observe néanmoins que « *l'hyperconsommation a perdu de son attrait, notamment en raison des effets délétères qui lui sont rattachés : peur de la malbouffe, crise sanitaire* ». Selon elle, la surabondance du choix, le gaspillage, l'inutilité sont devenus des « *anti-valeurs* ». « *On est devenu plus acteur de sa consommation, avec la recherche d'utilité, de qualité, de proximité. Cette prise de conscience sur la consommation s'accompagne d'un nouveau rapport au temps et aux objets* », ajoute-t-elle. Au lieu de chercher la satisfaction immédiate d'un désir, on opte pour un plaisir différé. Acheter malin, chercher la bonne affaire, via Internet, tout en créant du lien avec d'autres internautes, est devenu une attitude répandue. Pour sensibiliser les enfants à ces comportements, Danielle Rapport conseille d'éviter de « *dramatiser le contexte actuel (crise, réchauffement climatique, pollution...)*. *Mieux vaut souligner la capacité à agir sur l'environnement à travers de petits gestes, éteindre les lumières, fermer les robinets, trier ses déchets ou ne pas acheter de fraises en hiver !* » « *On peut leur expliquer que choisir de vivre sobriement est valorisant en termes de générosité, de solidarité et de création d'avenir* », précise-t-elle. Pour le philosophe Jacques de Coulon, « *la société de consommation rend captif, au détriment de la réflexion profonde qui suppose la capacité de se retirer à l'intérieur de soi-même* ». Pour aspirer à la sobriété heureuse, le philosophe suggère de se réserver des moments en famille, privilégier des joies simples et gratuites (promenade dans la nature,

discussion autour de la table, lecture commune). Afin d'apprendre, ensemble, à développer son esprit critique, élargir sa conscience et surtout à s'étonner. Selon Laurent Fourquet, « *la consommation fonctionne comme une religion de substitution* ».

Les rouages de l'économie de marché : les cercles vicieux de la consommation

Les sociétés modernes sont dotées d'une capacité quasi-illimitée à produire, à susciter, à diversifier les besoins et les désirs de consommer. Face à ces besoins sans cesse renouvelés, qui sont, pour une grande part d'entre eux, superflus, les individus sont incités à les satisfaire (publicités, modes de vie, phénomènes de mode). Dans les sociétés modernes, les outils incitant à la consommation sont multiples : publicité, campagnes promotionnelles, facilités de paiement, etc. Cette demande alimente l'industrie de biens de consommation et de production. Les besoins croissants en ressources naturelles (sous-sols, biosphère, atmosphère, océans) détruisent l'environnement, la biodiversité, et produisent différents types de déchets.

Aussi, la course aux nouvelles technologies, l'institution de la compétition dans les domaines économique et de l'innovation, incite à utiliser toujours davantage de ressources naturelles, de matières premières, ce qui contribue à l'épuisement de l'environnement et à la fragilisation des écosystèmes. La préservation de l'environnement et la

promotion d'un modèle de développement socioéconomique qui incite à la consommation sont antinomiques à plusieurs égards.

Aujourd'hui, une part importante de notre alimentation relève de l'ordre du superflu et représente un danger pour notre santé. L'acte de consommer, qui allie nécessité à plaisir, est devenu un acte purement matériel, machinal, dépourvu de sens.

Nous ne répondons plus à une nécessité lorsque nous ne consommons pas pour répondre à un réel besoin. Le besoin est créé et l'individu est enfermé dans un système qui l'incite à le satisfaire le plus rapidement possible.

Pour inverser la tendance, sortir de mécanismes destructeurs de l'environnement et engendrer un cercle vertueux à l'échelle globale, la prise de conscience des individus sur les enjeux environnementaux est une priorité, ainsi que l'adaptation de l'économie, de la production, aux besoins réels des individus et des sociétés. Un système économique sein a pour vocation de produire des richesses et de permettre une juste exploitation et une répartition équitable de celles-ci en partant des besoins réels. L'homme dont la perspective se limite à cette vie terrestre, qui aspire à s'y installer de manière durable, cherchera à posséder et à s'enrichir toujours davantage.

Les dérives de la finance mondiale

La place grandissante de la finance au cours de ces derniers siècles a eu pour conséquence de rompre les équilibres d'un modèle économique fondé en principe sur la production de richesses réelles destinées à être valorisées et à être exploitées dans une perspective de développement global, d'équité et de solidarité. L'économie de marché se traduit par la production, la circulation, la répartition et la consommation des richesses. Pour Laurent Cordonnier, la domination de la finance s'est institutionnalisée à travers de nouvelles pratiques en matière de « gouvernance » des entreprises. Cela s'est traduit, entre autres choses, par des exigences de rentabilité accrues. Il existe un décalage entre l'économie réelle et un marché financier qui conduit à une répartition inéquitable des richesses et des profits. La problématique de fond réside dans le fait que le capitalisme est fondé sur la recherche du profit.

Les impératifs de la finance conditionnent de plus en plus les orientations économiques, la production de richesses réelles, les échanges commerciaux. Le dérèglement et les dérives de celle-ci (virtualité du système financier, intérêt, bulles spéculatives, flux financiers incontrôlés) ont des conséquences sur l'économie réelle. Le monde fait face, de manière récurrente, à des crises complexes (1929, 1973, 2008). Le rôle de la finance, des flux financiers et des banques, devenu progressivement central, conditionne les équilibres économiques à l'échelle des États et du monde. En termes de développement et de répartition des richesses,

des inégalités se creusent, notamment entre les pays riches et ceux qui aspirent à se développer.

La propriété privée constitue un des piliers du capitalisme. L'islam défend le droit de propriété. Celui-ci doit cependant être guidé par l'esprit de mesure, d'équité et de solidarité. La dimension éducative a pour rôle de prémunir des dérives et garantit une juste exploitation et répartition des richesses. Dans l'Occident chrétien, les pratiques usuraïres étaient interdites. Celles-ci sont fondées sur l'exploitation de la situation de ceux qui sont dans le besoin. L'usure est ainsi condamnée au cours de l'histoire par plusieurs conciles, notamment lors de celui du Latran en 1179. Récemment, le *Catéchisme de l'Église catholique* a dénoncé « les systèmes financiers abusifs sinon usuraïres » entre les États, ainsi que les trafiquants, « dont les pratiques usurières et mercantiles provoquent la faim et la mort ». Dès le Moyen Âge, les théologiens estiment que le fait de réclamer plus qu'on ne donne dans le cadre d'un prêt pouvait être assimilé à de l'usure.

Pierre Lévy définit ce qu'il appelle la virtualisation de l'économie : « *L'économie contemporaine est une économie de la déterritorialisation ou de la virtualisation. Le principal secteur d'activité mondial en chiffre d'affaires, rappelons-le, est celui du tourisme : voyages, hôtels, restaurants. L'humanité n'a jamais consacré autant de ressources à ne pas être là, à manger, dormir, vivre hors de chez soi, à s'éloigner de son domicile. Si l'on ajoute au chiffre d'affaires du tourisme proprement dit ceux des industries qui fabriquent des véhicules (voitures, camions, trains, métros, bateaux, avions, etc.), des carburants pour les véhicules, et des infrastructures (routes, aéroports...),*

on arrive à près de la moitié de l'activité économique mondiale au service du transport. Le commerce et la distribution, à leur tour, font voyager des signes et des choses. Les moyens de communication électroniques et numériques ne se sont pas substitués au transport physique, bien au contraire, communication et transport, comme nous l'avons déjà souligné, font partie de la même vague de virtualisation générale. Car au secteur de la déterritorialisation physique, il faut évidemment ajouter les télécommunications, l'informatique, les médias, qui sont autant de secteurs montants de l'économie du virtuel. L'enseignement et la formation, tout comme les industries du divertissement, travaillant à l'hétérogénéité des esprits, ne produisent évidemment que du virtuel. Quant au puissant secteur de la santé – médecine et pharmacie –, comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, il virtualise les corps ».

Il estime que la finance, cœur battant de l'économie mondiale, est certainement une des activités les plus caractéristiques de la montée de la virtualisation : « *La monnaie, qui est la base de la finance, a désynchronisé et délocalisé à grande échelle le travail, la transaction commerciale et la consommation, qui étaient longtemps intervenues dans les mêmes unités de temps et de lieu. En tant qu'objet virtuel, la monnaie est évidemment plus facile à échanger, à partager et à mettre en commun que des entités plus concrètes, comme de la terre ou des services. On retrouve dans l'invention et le développement de la monnaie (et des instruments financiers plus complexes) les traits distinctifs de la virtualisation, qui sont non seulement l'arrachement à l'ici et maintenant ou la déterritorialisation, mais également le passage au public, à l'anonyme, la possibilité de partage et d'échange, la substitution partielle d'un mécanisme impersonnel au*

jeu incessant des négociations et des rapports de force individuels. La lettre de change fait circuler une reconnaissance de dette d'une monnaie à l'autre et d'une personne à l'autre, le contrat d'assurance mutualise les risques, la société par actions élabore la propriété et l'investissement collectif. Autant d'inventions qui prolongent celles de la monnaie et qui accentuent la virtualisation de l'économie ».

Pour lui, « l'économie contemporaine est une économie de la déterritorialisation ou de la virtualisation. Le principal secteur d'activité mondial en chiffre d'affaires, rappelons-le, est celui du tourisme : voyages, hôtels, restaurants. L'humanité n'a jamais consacré autant de ressources à ne pas être là, à manger, dormir, vivre hors de chez soi, à s'éloigner de son domicile. Si l'on ajoute au chiffre d'affaires du tourisme proprement dit ceux des industries qui fabriquent des véhicules (voitures, camions, trains, métros, bateaux, avions, etc.), des carburants pour les véhicules, et des infrastructures (routes, aéroports...), on arrive à près de la moitié de l'activité économique mondiale au service du transport. Le commerce et la distribution, à leur tour, font voyager des signes et des choses. Les moyens de communication électroniques et numériques ne se sont pas substitués au transport physique, bien au contraire, communication et transport, comme nous l'avons déjà souligné, font partie de la même vague de virtualisation générale. Car au secteur de la déterritorialisation physique, il faut évidemment ajouter les télécommunications, l'informatique, les médias, qui sont autant de secteurs montants de l'économie du virtuel. L'enseignement et la formation, tout comme les industries du divertissement, travaillant à l'hétérogénéité des esprits, ne produisent évidemment que du virtuel. Quant au puissant secteur de la santé – médecine et pharmacie –,

comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, il virtualise les corps ».

Pour le professeur d'économie Kostas Vergopoulos , « au cours de la dernière décennie, 2000-2010, l'endettement total, tant public que privé, du groupe des pays dits « développés » a en général augmenté de 3 ou 4 fois plus rapidement que leur PIB. Cette divergence se manifeste en premier lieu aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais ces derniers sont suivis de près par les autres pays membres de l'Union Européenne. Les économies-modèles d'hier, « tigres et dragons », comme celles du Royaume-Uni, de l'Irlande, des États-Unis, sont aujourd'hui les plus lourdement endettées et même à un tel point qu'elles apparaissent comme les victimes privilégiées de la crise de l'endettement international qui se manifeste à l'échelle de l'économie mondiale actuelle. Une récente étude du FMI estime qu'en 2015 la dette publique moyenne des pays des 20 plus grandes économies du monde, celles du G20, passera à 115% du PIB. De même, selon les projections du McKinsey Global Institute, en 2050, la dette publique du Japon sera portée à 600% du PIB, celle du Royaume-Uni à 500% du PIB, celle des États-Unis à 450% du PIB, celle de la France à 400% du PIB, celle de l'Allemagne à 300% du PIB, celle de l'Italie à 250% du PIB ». Il estime que « nous sommes en présence d'un gonflement, rapide, accéléré et sans précédent, de la sphère financière par rapport à celle de l'économie « réelle ». On peut interpréter cette divergence soit comme un « retard » de la sphère productive, ce qui se confirmerait par le fléchissement de la productivité du travail dans les économies occidentales, soit comme une « déconnexion » et une « virtualisation » de la sphère financière par rapport à la sphère « réelle ». Dans le premier cas, on parlerait d'une crise de l'économie « réelle », dans le second d'une

crise financière. Toutefois, les deux aspects de la crise actuelle ne sont pas autonomes, mais interdépendants et il resterait à définir leur relation organique profonde. Dans les deux cas, il s'agirait, de toute façon, d'une crise de surcapitalisation et naturellement de surproduction, qui finit toujours par le ralentissement de la production et la destruction d'une part importante du capital Luttés d'intérêts et intérêts divergents ». Il conclut en insistant sur le rôle de la finance dans l'effondrement annoncé du système capitaliste : *« A l'apogée de la toute-puissance du capitalisme financier, le système capitaliste est en train de se déstabiliser et de se décomposer, le compte à rebours pour l'économie mondiale avance à grands pas, vers la déflation et la déconstruction, précisément en raison de cette prééminence du pouvoir financier. La mutation financière, qui a sauvé le capitalisme de son impasse des années 1970, l'amène en définitive, trois décennies plus tard, dans une nouvelle impasse encore plus profonde. Dans le temps historique, les mêmes causes ne produisent pas toujours les mêmes effets. La sphère financière a pu être de secours il y a trente ans, mais, aujourd'hui, avec l'émergence du pouvoir financier, la boucle est bouclée et rien ne va plus ».*

Enjeux de développement, inégalités et intérêt divergents

D'une manière générale, l'évolution des sociétés vers des modèles de développement axés sur l'économique et la croissance explique en Occident que les intérêts dans ce domaine ont supplanté la dimension humaine et ont eu pour conséquence de la marginaliser. Celle-ci doit en principe être placée au centre des réponses à apporter sur le plan environnemental.

Les intérêts divergents des acteurs sur le plan local ou national constituent aussi un obstacle à la mise en place de solutions globales, cohérentes dans ce domaine, impliquant les différents acteurs aux différentes échelles de territoire et de décision.

« Penser global, agir local », formule employée par René Dubos lors du premier sommet sur l'environnement en 1972, et qui résumerait l'esprit du développement durable, n'est, dans la pratique et dans l'état actuel des choses, difficilement applicable, tant les intérêts des acteurs et leur perception sont divergentes.

A l'échelle mondiale, où nombre d'enjeux se jouent, il existe un réel décalage entre, d'un côté, les intérêts divergents des pays du Nord qui se sont engagés dans un processus de transition sur le plan économique et environnemental (transition énergétique, agricole, industrielle) et, de l'autre, ceux des pays du Sud qui revendiquent leur droit au développement et à la croissance et, par conséquent, à polluer.

Il existe des freins majeurs à l'échelle mondiale : globalisation de l'économie, modes de production et de consommation de masse, production de déchets, qui pour certains polluent durablement la planète (eau, terre, air). Nombre d'enjeux ne connaissent pas les frontières des États et ont une dimension internationale. Ils nécessitent donc la collaboration des États : disparition d'espèces, pollution de l'air, destruction de la couche d'ozone, menace nucléaire, déchets marins.

Au sein de ce qu'on appelle couramment la « transition écologique », il existe des inégalités. La transition ne s'opère pas de la même façon et au même rythme pour tous les pays. La dimension politique conditionne en grande partie les avancées sur le plan écologique, et les volontés, les intérêts, varient sensiblement d'un État à l'autre. Les pays du Nord de l'Europe et la Slovénie sont des modèles en matière de protection de l'environnement. Le degré de développement économique représente aussi un critère important pour comprendre ces évolutions. Pour les pays émergents comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, ou en voie de développement, la croissance économique influencée par le modèle des pays riches, prime sur les considérations environnementales. La question de la protection environnementale suscite un intérêt divergent à l'échelle des États.

La dimension culturelle joue aussi un rôle essentiel. Les mentalités, au sein de la population et des classes dirigeantes, font que la priorité dans nombre de pays, notamment du Tiers Monde, réside dans la recherche de la stabilité économique (emploi, logement, pouvoir d'achat), l'accès à la santé, à des infrastructures de qualité, plutôt que dans le souci de la préservation de l'environnement.

A l'échelle du globe, il existe des initiatives, certains pays sont précurseurs en matière de protection de l'environnement (énergies renouvelables, transports, agriculture, alimentation). Celles-ci restent éparpillées et souvent isolées à l'échelle du globe (pays, région, localité). Il existe certes des instances internationales, des initiatives et

des accords, mais leur impact sur les comportements et sur les échelles locales reste limité (GIEC, CCNUCC, COP).

Il est important de souligner la place prédominante des multinationales et des lobbys économiques. Ceux-ci défendent un système et leurs intérêts au sein de celui-ci (exemple de Monsanto et des OGM). Cet état de fait explique que, d'un point de vue environnemental, les initiatives qui sont prises à l'échelle locale, d'un pays, peinent à se généraliser car le principal enjeu pour ces acteurs économiques est de préserver leur monopole et de le consolider à l'échelle internationale. Ces conflits d'intérêts représentent un frein en matière de protection de l'environnement.

La volonté de grands groupes d'avoir la mainmise sur les marchés, de favoriser les grandes exploitations, l'agriculture intensive (cultures, élevage) au détriment des petits producteurs, des savoirs-faire et des produits du terroir (filière céréale, fruit et légume, lait, bovin, volaille), la grande distribution, au détriment des commerces de proximité, conduit à des crises économiques profondes qui ont des effets dévastateurs sur le plan humain et environnemental. Cette logique porte atteinte à la survie et à des exploitations locales, à taille humaine, à la valorisation des territoires.

Une agriculture durable est une agriculture nourricière. Il existe un lien intime entre agriculture et préservation de l'environnement. Monkombu Swaminathan, à l'origine de la révolution verte, estime que celle-ci a entraîné des excès, même si au départ, elle a permis de sauver l'Inde de la

famine : « *l'agriculture industrielle pollue l'environnement et a rendu les paysans esclaves des sociétés agroalimentaires, qui les poussent à la consommation* ». La physicienne Vandania Shiva, fondatrice de l'ONG indienne Navdania, estime que « *la pression des OGM, des produits chimiques, du libéralisme défini par l'OMC a conduit 25 000 paysans indiens au suicide en dix ans et cinq millions de personnes quittent chaque année l'agriculture* ».

En France et en Europe, pour nombre d'agriculteurs et d'éleveurs qui aspirent à préserver leur exploitation, la priorité est de bénéficier d'un revenu décent. La vocation première de la Politique agricole commune (PAC) devrait être de protéger et de valoriser le patrimoine agricole local. Face à la mondialisation, à la globalisation des marchés, à la concurrence, il est aujourd'hui nécessaire de repenser une stratégie (prix garantis, aides compensatoires) qui montre ses limites. Vouloir produire toujours davantage pour satisfaire des intérêts économiques est en soi destructeur de l'environnement et des ressources naturelles de la planète. La volonté de réaliser des économies d'échelle, d'optimiser les moyens humains, matériels et les surfaces cultivées afin d'accroître la production agricole, est génératrice de dégâts multiples (emploi massif d'engrais qui nuisent à l'homme et à la nature, disparition de la notion de « produire pour subvenir aux besoins réels des populations », encouragement à la surconsommation, gaspillage, non-respect des cultures (traitement) et des animaux (alimentation, élevage intensif), disparition d'emplois, multiplication des flux de marchandises, augmentation des besoins énergétiques, dévalorisation

des savoirs-faires). Des problèmes en termes d'éthique et de qualité des productions se posent (scandales liés à l'alimentation et aux conditions de vie des animaux d'élevages, interrogations liées aux OGM, risques microbiologiques dans l'alimentation, etc.). La culture du palmier à huile qui contribue à l'accélération de la déforestation des régions tropicales, à la disparition d'espèces ou l'élevage intensif de poulet illustrent une logique centrée sur le rendement.

Nombre de spécialistes dénoncent à juste titre les lourdes conséquences d'un point de vue environnemental qu'implique le modèle de développement néolibéral. Aujourd'hui, les enjeux économiques et géostratégiques, les conflits militaires, l'équilibre mondial fondé sur la force de dissuasion nucléaire, l'industrie de l'énergie, de l'armement, s'inscrivent dans une même logique de pollution et de destruction durable de la planète.

Choix, modes de vie et impact environnemental

Les modes de vie urbains sont en soi un frein à la transition écologique et la tendance va dans le sens d'une augmentation dans le monde de la part de la population vivant dans les villes. Selon un rapport de l'ONU sur l'urbanisation dans le monde, 2,5 milliards de personnes supplémentaires devraient vivre dans les zones urbaines d'ici 2050. « *Aujourd'hui, 54% de la population mondiale vit dans les zones urbaines, une proportion qui devrait passer à 66% en 2050* ». Selon les projections de l'ONU, cette augmentation sera notamment due à l'effet

combiné de l'urbanisation croissante et de la croissance. Cette augmentation concernera notamment l'Inde, qui a actuellement la plus grande population rurale, la Chine et le Nigeria.

Les mégalofoles (Tokyo, New Delhi, Osaka, Mexico, Shanghai, Bombay, Sao Polo) sont le symbole de la concentration urbaine des populations, de rythmes de vie qui ont de lourdes conséquences sur le plan environnemental. Selon les prévisions démographiques, nombre de mégalofoles devraient perdre de l'importance face à la croissance des villes moyennes, notamment dans les pays en développement. Selon l'ONU, les régions les plus urbanisées au monde (avec des pourcentages élevés de populations vivant dans les zones urbaines) sont aujourd'hui l'Amérique du Nord (82%), l'Amérique latine et les Caraïbes (80%), et l'Europe (73%).

Les concentrations urbaines génèrent pollutions et nuisances multiples. Les modes de vie urbains favorisent l'individualisme, l'isolement des personnes, l'anonymat, génèrent des habitudes de consommation destructrices de l'homme et de son environnement (alimentation, activités professionnelles, déplacements, loisirs). Sur le plan de la santé, ils favorisent les déséquilibres et le développement de maladies (cancers, maladies respiratoires, cardiovasculaires, obésité), notamment chez les personnes les plus vulnérables. On soulignera le fait que les pays industrialisés comme les États-Unis, la France ou le Japon, sont d'importants consommateurs de médicaments. On trouve aussi parmi les

principaux pays consommateurs de psychotropes des pays développés tels que l'Islande, l'Australie ou le Canada. Il n'y a donc pas de corrélation entre, d'un côté, développement industriel, matériel, et de l'autre, santé et bien-être. Le progrès scientifique et technologique peut contribuer au bien-être mais celui-ci n'est pas conditionné par cet aspect du développement.

L'évolution de l'organisation sociale et la déstructuration des modèles traditionnels de groupement, en tant qu'unité de vie et de fonctionnement, de la famille, ont influencé dans les pays occidentaux et ailleurs dans le monde les manières de vivre, d'habiter et de coexister. Les modèles de familles traditionnellement fondés sur des valeurs telles que la foi, la sacralité du mariage, du couple, des liens de parenté, de proximité, de la communauté, du respect de l'autorité, se désagrègent progressivement. L'accélération de ce phénomène génère de la distance entre les individus. Le modèle de famille élargie, rassemblant plusieurs personnes unies par un lien de parenté, vivant dans un même foyer, tend à disparaître. L'accélération de ce phénomène caractérisé par la volonté des individus de jouir davantage de dépendance et d'autonomie, génère de la distance entre les personnes, de l'isolement et de l'anonymat au sein des sociétés. Gilles Martin souligne le fait que la volonté d'autonomie et d'indépendance des individus conduit à un rejet du modèle conjugal traditionnel.

L'aménagement des territoires, l'urbanisme, la conception de l'habitat, contribuent à créer de la distance entre les

individus et à accélérer les processus de désagrégation du tissu social. Pour Alain Touraine, « *l'évolution urbaine détruit les communautés de voisinage, la netteté et l'autonomie des quartiers, surtout lorsque prolifèrent les grands ensembles d'habitation où se trouvent désorganisées les relations sociales traditionnelles. À ce niveau, comme au précédent, les conduites personnelles sont à la fois de retrait et d'agressivité et elles cherchent à la fois à s'adapter à la situation et à la compenser. Ce sont ces quatre orientations simples qu'il est important d'unir par des relations précises* ». Ces mutations sociales ont un impact direct sur l'environnement.

L'évolution des modes et des rythmes de vie (migration des campagnes vers les villes, influence des modes de vie urbains, développement des moyens de transport, d'information, de communication, mondialisation, explosion des mobilités humaines, des échanges, des flux matériels) ont bouleversé les repères et les liens traditionnels fondés notamment sur l'appartenance à une communauté humaine (famille, tribu, ethnie), l'attachement à une culture et à un territoire donné (village, région). Ces nouveaux modes d'habiter, de vivre, de consommer, au sein des territoires et au sein de la société, fondés sur une conception individualiste du sens et de l'existence, perturbent les équilibres naturels et génèrent des atteintes multiples à l'environnement.

La dématérialisation et la virtualisation des rapports humains contribuent à générer du mal-être, de la dépendance, qui éloignent les individus les uns des autres et, les individus, de leur environnement réel. Les situations de dépendance vis-à-vis de ce qui est virtuel (écran, internet,

réseaux sociaux) se multiplient et suscitent de nouvelles problématiques en termes de santé publique, qui ont un impact direct ou indirect sur l'environnement. Des choix de vie, de plus en plus individualistes, sur le plan de l'habitat ou des déplacements, sont donc au cœur des enjeux environnementaux.

Violence et hyperconnectivité

La violence et les comportements qui en découlent ont des répercussions sur l'environnement. Naturellement la violence appelle à la violence, la rancune à la rancune, la haine à la haine. L'islam donne à travers les paroles du Prophète une image de ce que signifient la véritable force et la maîtrise de soi : *« le fort n'est pas celui qui se comporte avec véhémence et précipitation mais celui qui arrive à se maîtriser lorsqu'il est pris de colère ».*

De plus en plus, nous vivons dans un environnement artificiel, virtuel, qui inhibe les volontés, les choses qui participent à l'équilibre physique et moral de la personne. Nous vivons à l'ère de l'hyperconnectivité. Nous devenons à la fois de plus en plus dépendants de la matière et de plus en plus passifs. Nous nous dirigeons vers de nouvelles pratiques, qui au lieu de créer de l'autonomie, asservissent l'individu. Le contrôle et la surveillance des personnes conduisent à une restriction des libertés.

Cette production sans fin de besoins superficiels qui s'inscrit dans les rouages de nos sociétés de consommation,

pour soi-disant améliorer notre confort quotidien, crée une véritable dépendance, des phénomènes d'accoutumance, et cela se constate de plus en plus tôt dans la vie des individus. L'aménagement de notre temps, particulièrement de notre temps libre, est largement tributaire de l'émergence de ce nouvel environnement conditionné dans une large mesure par l'hyperconnectivité. Les loisirs traditionnels, notre rapport à la nature, sont supplantés dans une certaine mesure par des activités de « divertissement » et de « détente » dans un environnement social, marketing et publicitaire qui s'impose à nous. Il est quasiment impossible de s'extirper des mailles d'une tendance profonde qui s'érige en phénomène de société. Il façonne de manière réelle et sournoise l'éducation dès le plus jeune âge, les comportements, les mentalités, les aspirations, notre rapport à l'autre, nos humeurs et nos états d'âme. Pour être dans la société, il devient nécessaire de posséder un téléphone mobile, une connexion internet, un compte sur les réseaux sociaux. Cette forme d'existence au sein de la société détruit des rapports traditionnels (familiaux, amicaux, de voisinage). Cette nouvelle manière d'être au monde qui cherche quelque part à créer de nouvelles formes de relations, tend paradoxalement à éloigner les individus les uns des autres, à réduire les relations de proximité, le dialogue et les échanges humains, à isoler les personnes. Dans une salle d'attente, à la sortie d'une école, dans les transports, lors d'un repas, en famille, instinctivement, on ira davantage se réfugier dans la lecture de ses messages téléphoniques que d'aller engager une conversation avec

une autre personne. Indéniablement, nous sommes de plus ancrés dans l'ère du virtuel, de l'artificiel, de l'image, qui érode une des valeurs essentielles de notre vie en société : la vertu de la présence à l'autre et pour l'autre par l'écoute, l'empathie, l'échange, l'enrichissement mutuel, et tout cela à travers la rencontre directe de cet autre. L'enjeu est de savoir si le phénomène est irréversible, de pouvoir prendre conscience de l'impact que cela produit sur notre vie en collectivité et de se projeter pour anticiper une tendance qui fragmente déjà davantage les sociétés humaines et isole les individus. Dans les grandes agglomérations, caractérisées par une concentration de population, de flux de déplacements, par un urbanisme oppressant, où la vie nous impose des rythmes effrénés, un stress permanent, le phénomène est accentué. Cette nouvelle configuration influence et ampute notre rapport à la nature, au vivant. L'esprit obnubilé en quasi-permanence par les « occupations » et les besoins que suscitent les nouvelles technologies n'a plus forcément le désir ou la volonté de nouer ou de renouer des liens intimes avec la nature. En réalité, celle-ci représente un espace inépuisable de ressourcement de l'être à la portée de tout un chacun mais que les nouvelles technologies et d'autres facteurs rendent inaccessible et imperceptible d'une certaine manière. Celles-ci, si elles ne sont pas maîtrisées et considérées comme de simples moyens devant répondre à des besoins bien précis, peuvent effacer nos autres centres d'intérêt, pourtant nécessaires à l'épanouissement de la personne. Prendre le temps de se révéler à soi-même, de se

retirer quelques instants du monde ambiant, de communier avec la nature, de méditer sur soi, sur la Création, sont en principe des choses accessibles à tout un chacun. Les nouvelles technologies et ce qu'elles impliquent en termes d'accoutumance, de dispersion d'énergie et de l'esprit, ne peuvent se substituer à ces stations de ressourcement de l'être. Il devient peu aisé de se recentrer sur l'essentiel, de rassembler son être autour de véritables centres d'intérêt qui donnent sens à son existence et apaisent une âme meurtrie, harcelée, par une sollicitation répétée de nos sens de plus en plus violente, notamment à travers les sons et les images.

Il est important de se demander si les nouvelles technologies engendrent une amélioration véritable de notre bien-être intérieur et de notre qualité de vie. Dans les faits, les nouvelles technologies contribuent à dématérialiser notre rapport à l'autre, à la nature. Les violences subies par l'homme et celles subies par son environnement naturel relèvent d'un même processus. Il est possible d'y remédier en replaçant au centre la sacralité inconditionnelle du vivant.